



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/A-qui-gagne-perd>

A qui gagne perd !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 788 - avril 1981 -

Date de mise en ligne : vendredi 24 octobre 2008

Date de parution : avril 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

CETTE fois le jeu est bien lancé, le départ pour la course présidentielle est donné. Et les électeurs n'ont aucune illusion à se faire. Se retrouveront en tête après le premier tour nos quatre grands et sans doute dans l'ordre numérique des voix obtenues : Giscard, Mitterrand, Marchais, Chirac. De toute façon, l'ordre importe peu et au second tour ce sera le match au sommet, selon toute vraisemblance, entre Giscard et Mitterrand.

A moins que...

Car s'il ne fait aucun doute de voir Mitterrand représenter ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche », par contre, de l'autre côté, rien n'est encore joué.

En fait, la situation intérieure et extérieure est telle dans les domaines sociaux, financiers et économiques, que l'on peut penser à juste titre que l'enjeu de la partie est une belle gamelle à ramasser et qu'elle ne peut être que celle que l'on souhaiterait voir prendre à son pire ennemi.

Considérée en elle-même, cette élection présidentielle française n'a pas dans le contexte international actuel une importance primordiale. Les ficelles de l'économie et des finances du monde sont tirées, depuis belle lurette, par un symposium de tâches choisies pour lesquelles les nations, en tant que telles, n'existent déjà plus. Et l'on ne peut que considérer avec une ironique désolation les contorsions auxquelles se croient obligés de se livrer nos candidats pour essayer de rendre encore plus crédible et payant le mythe de l'indépendance de la France.

Car les tâches citées plus avant ont aussi instauré, dans l'ensemble des relations internationales, un tel désordre, que ce soit en matière d'échanges commerciaux, techniques ou culturels, ou en matière de monnaie et de rapports financiers, que ce désordre interfère dramatiquement dans la vie intérieure de tous les pays.

Ah ! comme il est beau Michel Debré lorsqu'il prétend que notre pays a les moyens de se faire respecter tous azimuts. Comme il nous prend aux tripes le fier Chirac quand il en rajoute sur son compte dans le même sujet. Comme il sait nous toucher du côté du cœur avec son projet de suppression de l'impôt sur le revenu et de la taxe professionnelle ! (en se gardant bien toutefois de nous préciser comment il assurerait, dans ces conditions, l'équilibre budgétaire national).

Mais, par contre, comme il nous prend bien pour ces animaux chers au seul grand général de notre histoire contemporaine, lorsqu'il envisage, en accord avec l'ineffable Rueff, et ce, pour donner à la monnaie une valeur stable et significative, de rattacher cette dernière à l'or ! Au moment même où l'exemple du contrôle montre tous les jours les dangers présentés par une matière de base dont tous les pays n'ont pas la même disposition, la France aurait bonne mine face à l'Afrique du Sud et à l'URSS, malgré les réserves de la Banque de France et des bas de laine des Français ! Mais c'est surtout le non-sens, sinon l'absurdité, d'une telle opération qui frappe les esprits réfléchis, alors que la monnaie, bien au contraire, devrait s'adapter à la révolution économique et sociale en cours, pour ne plus être que l'élément facilitant la répartition des produits, des biens et des services entre les consommateurs. Lui rendre un rôle restrictif et sélectif, rôle qu'elle a dû abandonner depuis longtemps par la force des choses, constituerait une régression invraisemblable et insupportable.

Du côté de la gauche, le « suspense » est moindre, car les jeux, de toute évidence, y sont faits depuis longtemps.

Mitterrand est, par la volonté de Moscou, le candidat du 2^e tour. Il n'a pas le choix et Marchais joue sur le velours, car il gagne, quelque soit le résultat, et Moscou avec lui.

Si Mitterrand est élu, la gamelle qui lui écherra sera non seulement celle que la situation économique et financière internationale lui réserve, mais, sur le plan intérieur, ces problèmes seront aggravés par l'attitude non coopérative de ses pseudo-alliés du P.C.F. qui n'auront de cesse de susciter revendications, grèves et mouvements divers propres à lui rendre la situation impossible et à démontrer par cela même son incapacité à occuper le poste auquel il aura porté une élection démocratique.

Alors, amis lecteurs et électeurs, que conclure ?

Qu'il serait temps de prendre conscience de la chance inouïe donnée par les progrès techniques à l'humanité et d'aider tous ceux qui, comme les amis de J. Duboin, se battent depuis un demi-siècle pour lui permettre de la saisir.